

Assemblée Plénière du 23 juillet 2021

Discours de la Présidente

Seul le prononcé fait foi

Chers collègues,

Je m'adresse à vous. Cette seconde assemblée plénière conserve un caractère assez formel : il s'agit pour nous de poursuivre l'installation de l'assemblée régionale à l'aube de ce nouveau mandat.

Bien que les groupes politiques ne soient pas encore formellement formés, j'ai souhaité afin de faire vivre notre démocratie interne qu'un court temps de parole soit accordé à chacune des composantes de notre assemblée après cette intervention liminaire, qui sera elle-même volontairement plus succincte que d'habitude.

Assemblée formelle, donc, mais qui nous amènera à prendre des décisions importantes sur le plan organisationnel mais aussi symbolique : nous désignerons nos représentants dans les structures partenaires de notre collectivité, nous donnerons les moyens aux groupes politiques de se créer... Et je proposerai également de mieux répartir nos commissions permanentes entre Besançon et Dijon, et d'inscrire le principe de réaliser une assemblée plénière décentralisée par an.

Nous nous sommes mis au travail depuis notre assemblée d'installation il y'a deux semaines. Nos cinq commissions thématiques se sont réunies pour la première fois, elles ont élu leurs responsables, et elles ont préparé cette assemblée, et plus encore la commission permanente qui suivra cet après-midi. Une Commission Permanente particulièrement riche, avec plus d'une centaine de rapports qui seront proposés au vote pour plus de 100 millions d'euros de crédits régionaux, des crédits apportés sur les territoires pour faire vivre dès

maintenant nos politiques sur l'emploi, le développement économique, la transition écologique ou sur la fraternité.

J'ai également lancé en parallèle le travail de préparation de notre stratégie de mandat qui sera présentée devant cette assemblée d'ici la fin de l'année, et qui constituera la feuille de route de notre majorité pendant les prochaines années pour décliner concrètement les priorités que nous avons portées pendant la campagne électorale. Cette démarche de formalisation et de conclusion de ce plan de mandat, nous amènera à décaler légèrement le vote de notre premier budget vers la fin du mois de janvier, vote qui traditionnellement se fait en décembre se fera en janvier. Cela nous permettra en particulier de disposer du temps nécessaire pour que l'élaboration de cette stratégie de mandat se fasse dans le cadre d'une concertation avec les territoires et les différents partenaires de notre collectivité.

Avant de vous céder la parole, je veux revenir sur quelques éléments d'actualité récente, et bien sûr en premier lieu les intempéries qui ont frappé le continent européen la semaine dernière. Je veux tout d'abord dire notre solidarité avec nos voisins allemands, et tout particulièrement le land de Rhénanie-Palatinat auquel nous sommes très attachés vu le partenariat avec eux, qui a sans doute été le secteur le plus violemment impacté. Nous avons tous, je pense, été frappés par les images relayées par les médias et plus encore par l'ampleur des dégâts humains dans les secteurs le plus durement frappés.

Nous n'avons heureusement pas à déplorer de telles conséquences dans notre Région, mais nombre de nos territoires ont été néanmoins touchés. Je pense évidemment aux populations qui ont été impactées, mais encore une fois, c'est le secteur agricole qui est le plus durement touché dans notre Région par cet épisode. En lien avec l'Etat et la profession, nous devons répondre présents aux côtés des exploitations qui ont le plus souffert.

Au-delà, comme je l'avais dit durant la campagne, je souhaite que notre collectivité avance rapidement sur la construction de modalités précises pour suivre au plus juste ces situations de risques naturels aux côtés de nos

agriculteurs, puisqu'il est de plus en plus évident qu'elles nous accompagnerons durablement.

Nous voyons donc de manière de plus en plus prégnante de cette façon, les premiers effets du dérèglement climatique sur lesquels de nombreux scientifiques alertent depuis longtemps. Le réchauffement climatique global est une réalité, et il est accompagné de ce que l'on pourrait presque appeler des manifestations de colère d'une nature qui est de plus en plus en péril.

Nous avons eu raison, au cours du précédent mandat, d'anticiper dans de nombreux domaines sur la transition énergétique, sur la préservation de la biodiversité, sur la promotion de nouvelles formes d'économie plus respectueuses de la planète et de nos ressources. Vous me l'avez entendu dire à plusieurs reprises : accélérer les transitions n'est pas une option, ce sera bel et bien l'enjeu fondamental de ce mandat, le temps est compté.

Ces transitions auront de nombreuses conséquences, et ce dans l'ensemble des domaines sur lesquels notre collectivité intervient.

Suite au green deal européen et aux annonces récentes pour réduire nos émissions de carbone. Le secteur automobile, qui compte beaucoup pour notre Région, sera en première ligne avec la confirmation de l'objectif de la fin de la vente de véhicules thermiques programmée pour 2035.

Le rapport récent présenté par Laurent Bergé et Nicolas Hulot montre l'ampleur du travail qui est devant nous si nous voulons que cette transition se fasse en protégeant les salariés et en préservant des filières essentielles à l'emploi sur nos territoires.

C'est avec acharnement qu'il nous faut travailler à la relocalisation. Et c'est bien dès maintenant qu'il faut agir et repenser notre appareil industriel pour répondre à cet enjeu fondamental. Relocalisation de productions, développement de l'économie circulaire autour de l'automobile, création de nouvelles filières dans notre pays pour répondre aux nouveaux besoins en batteries ou structures de recharges : ce sont des axes de travail majeurs et nous devons rapidement nous en emparer, tout comme la définition de

nouvelles solutions de mobilités partagées, en proximité, et pourvoyeuses de nouveaux emplois.

Par ses compétences en matière de stratégie sur le développement économique ou en matière de formation, la Région se doit d'être en première ligne afin de construire, avec les industriels de la filière automobile, avec le secteur de la recherche, avec les territoires, des réponses efficaces pour être au rendez-vous et à la hauteur de ces évolutions majeures pour nos sociétés. La filière automobile ne sera pas la seule concernée, mais je veux, à l'aube de ce nouveau mandat, marquer notre responsabilité.

Pour terminer, et bien que l'été incite à l'insouciance, le spectre du covid et de ses variants ne doit pas être oublié. Nous semblons être à l'aube d'une 4^{ème} vague avec un variant particulièrement contagieux sur lequel chacun doit être vigilant. Vaccination et gestes barrière sont bel et bien nos principaux alliés pour ne pas revivre de nouveaux arrêts de la vie dans notre pays, de nouvelles restrictions dans nos déplacements et notre quotidien. La vie culturelle, les loisirs, les études, la vie économique... tout cela ne doit pas une nouvelle fois s'arrêter en septembre, et c'est maintenant qu'il faut agir pour mettre toutes les chances de notre côté.

Je ne veux pas être plus longue. Je cède donc la parole aux représentants des différentes composantes de nos assemblées.